

EXPOSITION « DE LA MER A L'ASSIETTE »
HALIOTIKA - La Cité de la Pêche
Le Guilvinec

REGLEMENT DE CONSULTATION

Objet de la consultation	Installation d'une nouvelle scénographie
Maître d'ouvrage	HALIOTIKA Représenté par son Président, Daniel Le Balch Le Port – BP 18 29730 Le Guilvinec direction@haliotika.com
Procédure de consultation	Marché à procédure adaptée (articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique)
Date et heure limites de remise des offres	LUNDI 16 JUIN 2025 à 12h00

S O M M A I R E

ARTICLE 1.	OBJET DE LA CONSULTATION	p 3
ARTICLE 2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	p 3
2.1	Mode de consultation	p 3
2.2	Décomposition en tranches et en lots	p 3
2.3	Nature de l'attributaire	p 4
2.4	Compléments à apporter aux CCAP et CCTP / variantes techniques / options	p 4
2.5	Délai d'exécution	p 4
2.6	Modifications de détail au dossier de consultation	p 4
2.7	Délai de validité des offres	p 4
2.8	Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	p 4
2.9	Mesures particulières concernant la propreté en site urbain	p 5
2.10	Unité monétaire de l'offre	p 5
2.11	Visite	p.5
ARTICLE 3.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	p 5
ARTICLE 4.	PRESENTATION DES OFFRES	p 5
ARTICLE 5.	JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	p 6
5.1	Critères de sélection des offres	p 6
5.2	Négociation	p 6
5.4	Analyse des candidatures	p 6
5.5	Attribution du marché	p 6
ARTICLE 6.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	p 8
ARTICLE 7.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	p 9
7.1	Demande de renseignements	p 9
7.2	Documents complémentaires	p 10
7.3	Procédures de recours	p 10

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne :

L'INSTALLATION D'UNE NOUVELLE SCÉNOGRAPHIE

Il s'agit d'un marché public mixte. Des travaux et des fournitures et services sont prévus pour satisfaire au mieux le besoin. En raison de la prédominance financière des travaux sur les fournitures et services, la consultation est organisée dans les conditions d'une consultation d'un marché public de travaux.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Mode de consultation

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée, conformément à l'article 2123-1 du code de la commande publique. La procédure sera la suivante :

- ✱ analyses des candidatures et des offres, à partir des dossiers remis par les candidats, effectuées conjointement par les services du maître d'ouvrage qui procèderont à la notation, par application des critères d'attribution, des offres jugées conformes ;
- ✱ par lot, attribution du marché par le pouvoir adjudicateur (Président) sous réserve de la production des pièces indiquées à l'article R.2143-11 et s. du CCP .

2.2 - Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les travaux sont répartis en **5 lots**, traités par marchés séparés, et désignés ci-après :

Lot	Désignation	Code CPV 1	Code CPV 2
1	Composition graphique, réalisation d'illustrations et d'infographie	79822500 - Services de conception graphique	
2	Agencement, décors, impression numérique et pose	45421000-4 - Travaux de menuiserie	
3	Production multimédia	92111260 – services de production de vidéos éducatives	72212900 – Services de développement de logiciels de divertissement et graphiques
4	Fourniture de matériel audiovisuel, multimédia et pose	32321300 - Matériel audiovisuel	32322000 - Matériel multimédia
5	Peinture, cloisons, revêtements muraux et sols	45442100-8 - Travaux de peinture	45431000-7 - Travaux de revêtement de sols et de murs

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots.

Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

2.3 – Nature de l'attributaire

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire. Si le montant est supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant a droit au paiement direct.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires des marchés. Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra être mandataire de plus d'un groupement.

2.4 - Compléments à apporter aux CCAP et CCTP / options

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ni au cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation : les variantes techniques ne sont pas autorisées.

Les options demandées sont listées dans le CCTP relatif à chacun des lots concernés.

2.5 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution global est de **8 mois** de travaux comprenant les périodes de préparation.

2.6 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard **8 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de **90 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

2.8 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Tout matériau de type nouveau proposé par le candidat devra faire l'objet d'une garantie. Le ou les matériaux proposés posséderont une Attestation de Conformité Sanitaire. Si l'entrepreneur propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

"L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition, pendant le délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le

(les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) »:

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises."

2.9 - Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Les voies publiques empruntées devront être maintenues en état de propreté et de sécurité.

2.10 – Unité monétaire de l'offre

Le candidat est informé que le marché sera conclu dans l'unité monétaire euro (€).

2.11 – Visite

Les visites sur site sont obligatoires pour les lots 2, 4 et 5. Celles-ci se dérouleront sur place à l'adresse du maître d'ouvrage.

Les visites sont proposées sur les créneaux et horaires suivants :

- > Mercredi 21 mai entre 10h et 12h,
- > Mardi 27 mai entre 10h et 12h,
- > **Vendredi 6 juin entre 14h et 16h.**

Avant toute visite, les candidats devront contacter Haliotika, Monsieur Pierre COMBES, afin de se positionner sur l'un des créneaux proposés ci-dessus.

mail : direction@haliotika.com

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- ✖ Le présent Règlement de la Consultation (R.C.) ;
- ✖ L'Acte d'Engagement (A.E.) propre à chaque lot et ses éventuelles annexes ;
- ✖ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- ✖ Un Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatif à chaque lot ;
- ✖ Une DPGF relative à chaque lot ;
- ✖ Le programme.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

A. Pièces relatives à la candidature :

Lettre de candidature DC1

La déclaration du candidat DC2

Certificats de régularité liées aux obligations sociales et fiscales.

Attestation d'assurance 2025.

Si le candidat est en redressement judiciaire : la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre :

les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;

une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

B. Pièces relatives à l'offre :

- ✖ l'Acte d'Engagement (A.E) complété, daté, cachet de la société et signé par les représentants habilités de toutes les entreprises candidates pour être titulaires du marché, avec éventuellement les demandes d'acceptation des sous-traitants (annexes) ;
- ✖ le C.C.A.P à accepter sans modification, à parapher et à signer (dernière page) ;
- ✖ le C.C.T.P. du lot concerné, et ses documents annexés, cahier ci-joint réputé accepté sans aucune modification.
- ✖ La DPGF complétée et signée pour le lot concerné ;
- ✖ Un **mémoire technique obligatoire**, rédigé en français, reprenant précisément les critères d'évaluation des offres et détaillant :
 - ✖ les moyens humains et moyens matériels affectés à la réalisation des prestations objet du marché.
 - ✖ Gestion du planning et interactions avec les autres lots,
 - ✖ Méthodologie organisationnelle du chantier ;
 - ✖ Les fiches techniques des fabricants, de toutes les fournitures que le candidat propose en équivalence des marques et modèles, ainsi qu'éventuellement des normes, citées comme références dans le CCTP.

Tous les documents des concurrents seront rédigés en langue française. Cette obligation porte également sur tout document technique justifiant de la conformité d'un produit ou d'une norme non française dont l'équivalence est soumise à l'approbation du maître de l'ouvrage

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux A et B de l'article 4 du présent règlement ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes ne sont pas admises : elles ne seront donc pas analysées ni notées.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article L. 2152-1 et suivants du code de la commande publique.

Sur la base des critères énoncés ci-dessous, l'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtiendra la note sur 100 la plus élevée. Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché.

5.1 – Critères de jugement des offres

Les critères de jugement des offres sont différents selon les lots.

Pour le lot 1 :

1. Prix	40%
2. Compétences du candidat en adéquation avec l'objet de la demande, composition de l'équipe	35%
3. Qualité de la prestation	25%
▪ Compréhension et capacité à s'adapter à la demande, au contexte et aux enjeux du projet	15
▪ Modalité de coordination et d'interface avec les titulaires des autres lots	5
▪ Méthodologie, organisation de la production et planning d'intervention proposé	5

Pour le lot 3 :

1. Prix	40%
2. Compétences du candidat en adéquation avec l'objet de la demande, composition de l'équipe	35%
3. Qualité de la prestation	25%
▪ Compréhension et capacité à s'adapter à la demande, au contexte et aux enjeux du projet	15
▪ Modalité de coordination et d'interface avec les titulaires des autres lots	5
▪ Méthodologie, organisation de la production et planning d'intervention proposé	5

Pour les lots 2, 4 et 5 :

1. Prix	40%
2. Valeur technique des prestations	35%
2-1 Présentation, organisation de l'entreprise sur le chantier/méthodologie d'intervention, analyse du projet	15
2-2 Qualifications et compétences significatives	15
2-3 Proposition d'optimisation du planning	5
3. Qualité	10%
3-1 Gestion de la qualité, fourniture d'échantillons des matériaux envisagés	5
3-2 Performances en matière de protection de l'environnement	5
4. Service après-vente	15%
4-1 Présentation et gestion SAV	10

5.2 – Négociation

Le pouvoir adjudicateur procédera à une négociation.

Elle aura lieu avec tous les candidats durant la semaine 26 (ou 27) de l'année 2025. Cette négociation portera sur tous les aspects de l'offre (technique et financier).

5.3 – Analyse des candidatures

En application des articles R2144-1 et suivants, seules les pièces du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché seront vérifiées ainsi que du second au classement final.

L'insuffisance de capacité ou l'absence de compléments dans le délai imparti entraîne le rejet de la candidature et le choix de l'offre classée immédiatement après celle écartée, sous réserve de la mise en oeuvre de la même procédure de vérification.

5.4 – Attribution du marché

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire, après vérification de la candidature et production des certificats et attestations de l'article R2143-6 et suivants du CCP. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours. (hors période de congés du 20 décembre au 6 janvier 2025)

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

La transmission papier est proscrite depuis le 1er Octobre 2018.

Transmission électronique

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrite sur la première page du présent règlement de la consultation.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heures limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les formats autorisés pour remettre les offres sont les suivants :

Format Word.doc,

Format Excel.xls,

Format Winzip.zip,

Format PDF.pdf,

Le candidat pourra déposer leur dossier en utilisant la plate-forme de dématérialisation accessible à l'adresse suivante : **<https://www.megalisbretagne.org>**

Les documents transmis par les candidats feront l'objet, lors de l'ouverture des plis, d'une analyse anti-virus de leur contenu. Conformément à l'article 10 du décret du 30 avril 2002, tout document contaminé par un virus fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Cette disposition ne concerne que le document contaminé et non l'ensemble des documents du dossier envoyé par le candidat.

Il est rappelé que la référence horaire utilisée est l'heure de Paris et que les éléments relatifs à l'horodatage de la réception des offres sont issus du système informatique de la plate - forme de dématérialisation.

La faculté du double envoi prévu par le décret n° 2 002-692 du 30 avril 2002 n'est pas autorisée pour cette consultation.

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

Toute offre transmise par voie électronique après la date de réception des offres ne sera pas admise.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront faire parvenir une demande écrite à :

Haliotika

Pierre Combes

Muséographe & Scénographe

Port. : 00.33.6.83.29.17.20

Mail : pier.combes@orange.fr

7.2 – Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les dix jours qui suivent la réception de leur demande.

7.3 – Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Rennes

3, Contour de la Motte – CS 44416

35044 RENNES cedex

Tél. : 02 23 21 28 28

Fax : 02 99 63 56 84

HALIOTIKA
page 9 sur 10

Nouvelle scénographie

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Tribunal Administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte – CS 44416

35044 RENNES

Tél. : 02 23 21 28 28

Fax : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet : <http://ta-rennes.juradm.fr/>

Voie de règlement amiable :

Comité consultation interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

DIRECTE DES PAYS DE LA LOIRE

22 Mail Pablo Picasso

BP 24209

44042 NANTES cedex1

Tél. : 02 53 46 79 83

Fax : 02 53 46 79 79

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont :

- le recours gracieux pouvant être exercé auprès de la Ville de Guilvinec ;
- le référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- le référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA ;
- le recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivants la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.